

Bulletin Mensuel des Statistiques des Finances Publiques

Mars 2004

Les Principales Tendances

Situation des Charges et Ressources du Trésor

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2004, les résultats de l'exécution de la Loi de Finances sont dans l'ensemble satisfaisants.

LES RECETTES

Les recettes ordinaires, dont le montant est de 28,6 MMDhs, sont en augmentation de 11% et leur taux de réalisation est de 27% et ce, malgré l'évolution modeste (1,2%) des recettes fiscales. Cet accroissement des recettes ordinaires est le fait, essentiellement du niveau des recettes non fiscales, en particulier le produit des monopoles qui atteint 2,3 MMDhs.

Recettes

La reprise des recettes d'impôts directs (8%) et la croissance des recettes de l'enregistrement et du timbre (10%) n'ont pas compensé les baisses des droits de douane (7%) et des impôts indirects (6%).

Dépenses

Au niveau des impôts indirects, en diminution de 6%, les performances particulières des recettes TVA à l'intérieur (17%) et à l'importation (+9) n'ont pas réussi à compenser le repli des Taxes Intérieures à la Consommation (-24%).

Comptes spéciaux du Trésor

LES DEPENSES

S'agissant des dépenses ordinaires qui s'accroissent de 15%, elles sont réalisées à hauteur de 25% des prévisions. Par composantes, on note la forte hausse des dépenses de matériel (+48%), suivie des augmentations des dépenses de personnel (5%) et du service de la dette publique (6%).

Dette Publique

Quant aux dépenses d'investissement, elles marquent une diminution de près de 6% par rapport à fin mars 2003.

LES SOLDES

Le solde primaire, mesure appropriée de la gestion courante, est excédentaire de 8,4 MMDhs à fin mars et le solde ordinaire est de 3,2 MMDhs.

Par ailleurs, l'excédent de financement s'élève à près de 2,1 MMDhs, ce qui a permis, après considération des éléments du financement extérieur, d'assouplir l'appel aux moyens de financement intérieur. Ainsi, le marché des adjudications a été moins sollicité qu'en 2003 puisque l'encours n'augmente que de 5,8 MMDhs à fin mars 2004 et l'avoir du trésor à BAM est de 2,7 MMDhs.

Situation des charges et ressources du Trésor
(hors TVA des Coll. Locales)

Millions de Dirhams	Mars 2003	LF 2004	Mars 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>25 845</u>	<u>107 245</u>	<u>28 588</u>	<u>27</u>	<u>11</u>
1.1- Recettes fiscales	24 071	83 268	24 367	29	1
- Impôts directs	10 824	33 230	11 636	35	8
- Impôts indirects	8 548	34 468	8 050	23	-6
- Droits de douane	2 828	10 218	2 624	26	-7
- Enregistrement et timbres	1 871	5 352	2 057	38	10
1.2- Recettes non fiscales	889	20 097	3 163	16	256
- Monopoles	303	5 676	2 259	40	
- Domaine	31	178	25	14	-19
- Autres recettes	555	2 243	879	39	58
- Privatisation	0	12 000	0	0	
1.3- Recettes de certains CST	885	3 880	1 058	27	20
- Fonds de soutien des prix	534	1 810	515	28	-4
- Fonds spécial routier	351	2 070	543	26	55
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>22 119</u>	<u>100 439</u>	<u>25 364</u>	<u>25</u>	<u>15</u>
2.1- Biens et services	17 261	79 410	19 830	25	15
Personnel	13 374	53 567	14 058	26	5
Autres biens et services	3 887	25 843	5 772	22	48
2.2- Intérêts de la dette	4 858	17 629	5 170	29	6
Intérieure	3 907	14 548	4 577	31	17
Extérieure	951	3 081	593	19	-38
2.3- Compensation	0	3 400	364	11	
dont Fonds de soutien des prix	0	1 810	364	20	
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>3 726</u>	<u>6 806</u>	<u>3 224</u>	<u>47</u>	<u>-13</u>
4- INVESTISSEMENT	5 938	21 306	5 570	26	-6
dont FDS Routier	29	2 070	0	0	-100
5- SOLDE DES CST	3 826	96	5 513	5 743	44
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>1 614</u>	<u>-14 404</u>	<u>3 167</u>	<u>-22</u>	<u>96</u>
7- VARIATION INSTANCES	1 807		-1049		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT.</u>	<u>3 421</u>	<u>-14 404</u>	<u>2 118</u>	<u>-15</u>	<u>-38</u>
9- FINANCEMENT INTERIEUR	2 280	17 986	699	4	-69
- Adjudications	17 329		5 796		
- BDT à 6 mois	-559		-46		
-Autres Emprunts	-1 614		-610		
- Dépôts au trésor	-4 711		4 382		
- Compte courant à BAM	457		-2 695		
-Autres Opérations	-8 622		-6 128		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR	-5 701	-3 582	-2 817		
- Tirages et dons	358	4 780	729		104
- Amortissement	6 059	8 362	3 546		-41



RECETTES ORDINAIRES

Millions de Dirhams	Mars 2003	LF 2004	Mars 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>24 071</u>	<u>83 268</u>	<u>24 367</u>	<u>29</u>	<u>1</u>
Impôts Directs	10 824	33 230	11 636	35	8
Impôts des patentes	23	300	50	17	117
Impôt sur les sociétés	5 612	12 858	6 380	50	14
I.G.R	5 018	19 337	5 056	26	1
Taxe urbaine	6	80	12	15	100
Majorations de Retard	103	620	96	15	-7
Autres Impôts directs	62	35	42	120	-32
Droits de Douane	2 828	10 218	2 624	26	-7
Impôts Indirects	8 548	34 468	8 050	23	-6
T.I.C	4 244	15 369	3 210	21	-24
- Tabacs manufacturés	1 450	5 424	1 241	23	-14
- Produits énergétiques	2 517	8 849	1 681	19	-33
- Autres	277	1 096	288	26	4
TVA	4 304	19 099	4 840	25	12
- Intérieure	1 911	8 913	2 238	25	17
- à l'importation	2 393	10 186	2 602	26	9
Droits d'Enregistrement & de Timbres	1 871	5 352	2 057	38	10
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>889</u>	<u>20 097</u>	<u>3 163</u>	<u>16</u>	<u>256</u>
Produits de Domaine	31	178	25	14	-19
Produits des monopoles	303	5 676	2 259	40	646
Recettes des Privatisations	0	12 000	0	0	
Fonds de Concours	43	0	64		49
Rec. en Atténuation de Dépenses	6	551	250	45	4 067
Autres Produits	506	1 692	565	33	12
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>885</u>	<u>3 880</u>	<u>1 058</u>	<u>27</u>	<u>20</u>
- Fonds de soutien des prix	534	1 810	515	28	-4
- Fonds spécial routier	351	2 070	543	26	55
<u>RECETTES ORDINAIRES (n. c. les dons)</u>	<u>25 845</u>	<u>107 245</u>	<u>28 588</u>	<u>27</u>	<u>11</u>



LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

A fin mars 2004, la situation des charges et ressources du trésor se présente comme suit:

- **Les Recettes Ordinaires** ont été réalisées à hauteur de 27% des prévisions, sous l'effet conjugué d'un taux de réalisation de 29% des recettes fiscales, de 16% des recettes non fiscales et de 27% des recettes inscrites au titre du fonds de soutien aux produits alimentaires et du fonds spécial routier. Elles ont augmenté de 11% en dépit de la modeste hausse (1%) des recettes fiscales.

- **Les Dépenses Ordinaires** ont augmenté de 15%, sous l'effet de la hausse des dépenses de personnel (5%), des autres dépenses de biens et services (48%) et des charges en intérêts de la dette publique (6%).

- Le **Solde Ordinaire** s'établit ainsi à 3,2 MMDhs contre 3,7 MMDhs à fin mars 2003.

- Compte tenu des dépenses d'investissement d'un montant de 5,6 MMDhs et du solde des comptes spéciaux du trésor qui est de l'ordre de 5,5 MMDhs, le **déficit global du trésor** passe de 1,6 MMDhs en 2003 à près de 3,1 MMDhs à fin mars 2004.

La variation des instances de paiement s'est établie à -1,0 MMDhs contre 1,8 MMDhs en 2003, ce qui a conduit à un **excédent de financement du trésor** de l'ordre de 2,1 MMDhs.

Par ailleurs, le flux de financement net extérieur ayant été de -2,8 MMDhs; il n'a fallu mobiliser que près de 700 MDhs en financements intérieurs nets. Il en résulte ainsi une intervention du trésor sur le marché des adjudications ramené à 5,8 MMDhs et la constitution d'un avoir du trésor auprès de BAM de près de 2,7 MMDhs.

I-LES RECETTES ORDINAIRES

I-1) LES RECETTES FISCALES

Avec un montant de 24,4 MMDhs, les recettes fiscales sont en légère hausse de 1,2% par rapport à fin mars 2003 en raison de la conjugaison d'une part de l'évolution positives des impôts directs et des recettes de l'enregistrement et, d'autre part, de la baisse des droits de douane et des impôts indirects.

1- **Les impôts directs** ont été réalisés à hauteur de 29% et sont en augmentation de 8% par rapport à fin mars 2003.

Les deux principales natures (impôt sur les sociétés, impôt général sur les revenus) ont évolué comme suit:

- des **recettes de l'IS** qui enregistrent une hausse de 14% et un taux de réalisation de 50% par rapport aux prévisions.

Cette reprise des recettes IS fait suite aux résultats du mois de mars qui s'est caractérisé par le versement du premier acompte (2,4 MMDhs contre 2,0 MMDhs l'année antérieure) et des régularisations qui, atteignent 2,7 MMDhs. Par ailleurs, la performance de l'IS résulterait d'abord des versements au titre de l'IS "strict" (IS non compris la IS/TPPRF...) essentiellement et ensuite, des "contributions de l'ensemble des unités assujetties à l'IS et non seulement des contributions exceptionnelles de la CDG, BAM ou IAM dont la part demeure néanmoins importante.

- des **recettes de l'I.G.R.**, qui avec un taux de réalisation de 26%, n'enregistrent qu'une légère progression de 0,8% par rapport à mars 2003. Cette quasi-stagnation s'explique par la baisse de 8,6% des versements IGR autres que les retenues salariales.

2- La poursuite du processus de démantèlement tarifaire expliquerait en partie, la baisse de 7% des **droits de douanes** dont le taux de réalisation est de 26%.

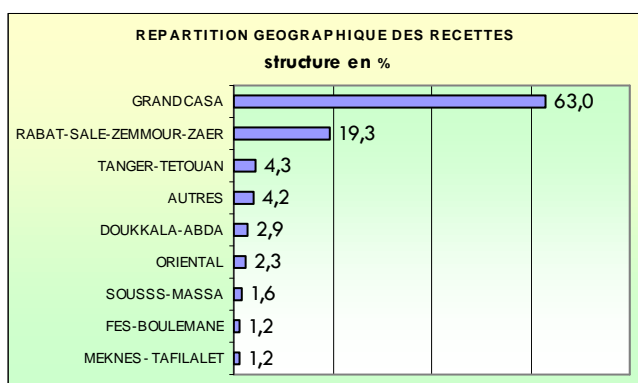
3- **Les impôts indirects**, en baisse de 6% sont réalisés à hauteur de 23% des prévisions de la LF. Ce repli est imputable à la régression de 24% des composantes de Taxe sur la consommation intérieure: TIC sur tabacs manufacturés (-14%) et TIC sur produits énergétiques (-33%). Quant aux recettes de **la TVA**, réalisées à hauteur de 18% des prévisions, elles enregistrent une hausse de 12%. Cette évolution résulte d'une amélioration de la TVA à l'intérieur de 17% et d'une progression de la TVA à l'importation de 9%.

- Les recettes de la **taxe sur les produits énergétiques** ont été réalisées à hauteur de 19% des prévisions et sont en forte baisse (33%), suite à la suppression de la TIC applicable à certains combustibles servant à la production de l'énergie électrique (LF 2004)

4- **Les droits d'enregistrement et de timbre** se sont appréciés de 10% par rapport à l'exercice précédent et ont été réalisés à hauteur de 38%, soit le même taux que celui de l'année dernière.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RECETTES

La répartition des recettes fiscales selon les 16 Régions est caractérisée par une nette prédominance du Grand-Casablanca et de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer où plus de 80% des recouvrements sont effectués en raison de la concentration des grandes unités de production de biens et de services au niveau desdites régions.



I-2) LES RECETTES NON FISCALES

A fin mars 2004, les recettes non fiscales s'élèvent à plus de 3,0 MMDhs contre 0,9 MMDhs une année auparavant, ce qui s'explique essentiellement par le volume du produit **des monopoles** qui passe de 0,3 MMDhs en 2003 à 2,3 MDhs à fin mars 2004, grâce aux dividendes versés par IAM en mars 2004 (1,8 MMDhs)

I-3) AUTRES ELEMENTS D'EXPLICATION DE L'EVOLUTION DES RECETTES

Les émissions des rôles d'impôts et taxes se sont chiffrées à 2,9 MMDhs à fin mars 2004, soit le même niveau que l'année précédente. Ces émissions ont porté essentiellement sur l'IS suivi de la TVA et de l'IGR.

Les recettes brutes réalisées au titre des impôts et taxes émis **par voie de rôles** (y compris la part des collectivités locales dans la TVA, l'impôt des patentes et la TU) enregistrent une hausse de 18% en comparaison avec celles recouvrées à fin mars 2003.

Comme en 2003, ces recouvrements ont porté plus sur les émissions des années antérieures que sur celles de la gestion courante, soit respectivement 91% contre 9%.

S'agissant des **dépenses fiscales** (annulations + restitutions), celles-ci ont augmenté de 32% avec un montant global de 1 256 MDhs contre 950 MDhs une année auparavant. Elles ont concerné pour 70% deux natures d'impôts et taxes, à savoir la TVA et l'IS.

Millions Dhs	Fin mars 2003			Fin mars 2004			Evol en %
	Annul.	Restit.	Total	Annul.	Restit.	Total	
TVA	130	326	456	198	213	411	-10
IS	81	189	270	177	293	470	74
IGR	45	3	48	65	7	72	50
Autres	161	15	176	299	5	304	73
Total	417	533	950	739	518	1 256	32

II - LES DEPENSES

II-1) LES EMISSIONS

Les émissions des dépenses imputées au budget général de l'État ont atteint près de 37 MMDhs, soit un taux d'exécution de 25%. Ces dépenses se répartissent comme suit : dépenses de fonctionnement: 54%, dépenses de la dette: 31% et dépenses d'investissement: 15%.

a -LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les émissions relatives aux dépenses de fonctionnement sont en hausse de 15% par rapport à fin mars 2003, sous l'effet de i) la hausse de 5% des dépenses de personnel; ii) la forte augmentation (48%) des dépenses de matériel, soit 5,7 MMDhs contre 3,9 MMDhs et iii) la stabilité des émissions relatives aux subventions et transferts.

Millions de Dhs	2003	L.F 2004	2004	Réal en %	Evol en %.
TOTAL	34 689	150 647	37 094	25	7
1-Fonctionnement	17 409	81 047	19 934	25	15
Personnel	13 374	53 567	14 058	26	5
Matériel	3 884	14 517	5 734	39	48
Subv & Trfrts	151	6 676	142	2	-6
Compensation		1 590			
Dépenses imprévues		4 697			
2- Investissement	5 909	27 974	5 549	20	-6
dont reports		8 779			
3- Dette publique	11 371	41 626	11 611	28	2

b -LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Le montant global des crédits disponibles au titre du budget d'investissement est de 27,9 MMDH dont 19,2 MMDhs de crédits ouverts par la LF et 8,8 MMDhs de reports.

Ces crédits d'investissement ont fait l'objet d'émissions à concurrence de 20%, soit un montant de 5,5 MMDhs réparti en subventions et transferts (80%) et projets initiés directement par les départements ministériels (20%).

Millions de Dhs	2003	L.F. 2004	2004	Taux	Evol %
1- Investissements directs	934	12 561	1 083	9	16
2- Subventions et transferts	4 975	15 413	4 466	29	-10
a- Subventions transferts et Charges Comm.	2 846	6 484	2 327	36	-18
-Dette des Établissements Publics	1 510	1 531	1 470	96	-3
-Augmentation du capital des établissements publics	0	960	0	0	
-Concours divers	1 229	3 443	807	23	-34
-Ristournes d'intérêt & risque de change	107	550	50	9	
b- Autres subventions (Ministères)	2 129	8 929	2 139	24	0
TOTAL	5 909	27 974	5 549	20	-6

Les reports de crédits d'un montant de 8,8 MMDhs sont entièrement intégrés aux investissements directs des ministères

II-2) LES INSTANCES

Le montant global des règlements effectués par le Trésor à fin mars 2004 s'élève à près de 60 MMDhs dont 59% au titre de la dette et 34% au titre du fonctionnement.

en Millions de Dhs	Règlements	Structure en %
Fonctionnement	20 628	34
Investissement	1 558	3
Comptes spéciaux du trésor	2 509	4
Dette	35 277	59
TOTAL	59 972	100

En ce qui concerne les instances de paiement du Trésor, elles se sont établies à 1,7 MMDhs à fin mars 2004 enregistrant ainsi une baisse de 1,0 MMDhs par rapport à leur niveau de fin décembre 2003. Elles concernent, dans une forte proportion (85%) des entreprises du secteur privé.

BENEFICIAIRES	A fin déc. 2003	A fin Mars 2004
I FONCTIONNEMENT	1488	498
-Entreprises privées	1055	443
-Etablissements publics	433	55
II INVESTISSEMENT	521	574
-Entreprises privées	335	396
-Etablissements publics	186	178
III COMPTES SPECIAUX	700	588
-Entreprises privées	337	577
-Etablissements publics	363	11
TOTAL	2709	1660

II-3) LES DELAIS D'ORDONNANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le délai moyen d'ordonnancement, qui correspond à la période courue entre la date de certification du service fait et celle d'émission de l'OP est de 212 jours. Le délai moyen le plus élevé a été constaté pour les OP émanant des départements de la pêche, de l'éducation nationale, des affaires culturelles et des affaires étrangères.

Quant au délai moyen de règlement, qui correspond à la période courue entre la date de réception de l'OP par la TGR et celle de son règlement est de 52 jours, soit moins que le délai constaté à fin mars 2003.

III -LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du 1er trimestre de l'année, les recettes des CST se sont établies à 9,2 MMDhs, soit un taux de réalisation de 38% des prévisions. Ces recettes concernent pour plus de la moitié les comptes d'affectation spéciale.

Pour leur part, les émissions de dépenses ont atteint 3,0 MMDhs, soit 13% des plafonds de charges autorisés, et ont concerné les catégories des CAS et des comptes de dépenses sur dotations (50% chacune).

	RECETTES			DEPENSES		
	LF 2004	mars 2004	Taux Réal	LF 2004	mars 2004	Taux Réal
AFFECTATION SPECIALE (CAS)	19 019	5 943	31	19 019	1 500	8
Part TVA des CL	8 185	2 075	25	8 185	170	2
Soutien p. alim.	1 810	515	28	1 810	364	20
Fds spécial routier	2 070	543	26	2 070	0	0
Fds dév. agricole	600	131	22	600	60	10
Fds. Equip. Lutte contre chom	567	190	34	567	0	0
Fonds emploi domanial	697	118	17	697	19	3
Autres	5 090	2 371	47	5 090	887	17
CPTES DE PRETS	338	77	23	180	13	7
Dpses sur Dotations	4 681	3 193	68	4 681	1 491	32
A.D.N	4 600	3 167	69	4 600	1 489	32
AUTRES CST	8	0	0	70	2	3
TOTAL	24 046	9 213	38	23 950	3 006	13



IV-LA DETTE PUBLIQUE

IV-1) DETTE BUDGETISEE

A fin mars 2004, les recettes d'emprunt se sont élevées à 20,4 MMDhs et ont été réalisées à hauteur de 56%. Elles sont composées essentiellement de recettes au titre de la dette intérieure.

Les dépenses en amortissements de la dette publique budgétisée ont été réalisées à hauteur de 28% des crédits ouverts à ce titre, soit 6,4 MMDhs réparties à raison de 2,4 MMDhs pour la dette extérieure et 4,1 MMDhs pour la dette intérieure.

RECETTES D'EMPRUNT	Prévu LF 2004	Réalisé Mars 04	Taux Réal.
Total	36 580	20 425	56
Extérieur	4 780	278	6
Intérieur	31 800	20 147	63

Quant aux charges en intérêts de la dette directe du Trésor, elles s'élèvent à 5,2 MMDhs dont 89% au titre de la dette intérieure et sont en progression de 6% par rapport à fin mars 2003.

Millions de Dhs	mars 03	LF 2004	mars 04	Réal en %	Evol en %
Total	11 387	41 627	11 611	28	2
Amortissement	6 529	23 998	6 441	27	-1
D. extérieure	4 594	8 362	2 352	28	-49
D. intérieure	1 935	15 636	4 089	26	111
Intérêts et Commissions	4 858	17 629	5 170	29	6
D. extérieure	951	3 081	593	19	-38
D. intérieure	3 907	14 548	4 577	31	17

IV-2) DETTE HORS BUDGET

Les opérations de la dette extra-budgétaire au cours du premier trimestre de l'exercice ont généré un flux net négatif de 10,1 MMDhs en raison:

1) du flux net négatif de 10,9 MMDhs dégagé par la dette intérieure et résultant essentiellement des souscriptions sur le marché des adjudications (bons ≤ 2 ans).

2) des opérations de la dette extérieure hors budget qui se sont soldées par un flux net positif de 831 MDhs.

Dettes extra-budgétaires	Recettes	Dépenses	Flux
TOTAL	13 519	23 666	-10 147
A-Dette Intérieure	11 494	22 472	-10 978
Bons Adju (=ou< 2 ans)	9 674	20 606	-10 932
Bons du Trésor à 6 mois	1 820	1 866	-46
B-Dette Extérieure	2 025	1 194	831
Crédits Fournisseurs étrang.	159	107	52
Aide Balance des Paiem	0	0	0
Blé Français	20	73	-53
Blé Américain	0	23	-23
Fonds monétaire arabe	0	0	0
Comptes rééchelonnement	1 846	991	855

ENCOURS DE LA DETTE

L'encours global de la dette du Trésor est de l'ordre de 303,8 MMDhs, dont 71% au titre de la dette intérieure et enregistre ainsi une légère augmentation de 1% par rapport à fin décembre 2003.

Les bons du trésor émis par voie d'adjudication représentent à eux seuls, 94% de l'encours de la dette intérieure et sont en hausse de près de 3% par rapport à fin Décembre 2003.

Millions de Dhs	Fin 2003	Fin Mars 04	Evol (%)
TOTAL	299 963	303 860	1
Dettes extérieures	88 316	87 073	-1
Dettes intérieures	211 647	216 787	2
dont :			
Adjudications	197 101	202 897	3
E.Oblig & Conv.	7 926	7 368	-7
Emp. Nationaux	729	729	0
BT à 6 mois	3 056	3 010	-2
Jeunes Promot.	480	370	-23
Prog socio-écon.	2 052	2 110	3
Autres	303	303	0